

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
--------------------	----

CHAPITRE I

L'UNION EUROPÉENNE D'APRÈS LE TRAITÉ DE LISBONNE : UN ÉTAT À PART ENTIÈRE OU UN ÉTAT ENTIÈREMENT À PART ?

I – L'UNION AVEC OU SANS LES ÉTATS MEMBRES ?	27
A – Le président de l'Union	27
B – Le ministre inconnu des Affaires étrangères de l'Union	29
C – La rupture entre les peuples et leurs États	30
D – La réduction du nombre des commissaires européens	32
II – LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION	33
A – Le pouvoir exécutif	33
B – Le pouvoir législatif	36
C – Le pouvoir judiciaire	42
III – L'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS POLITIQUES AU SEIN DE L'UNION AU REGARD DES EXIGENCES DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE	48

CHAPITRE II

LES COMPÉTENCES DE L'UNION EUROPÉENNE

I – L'EXTENSION DIRECTE DES COMPÉTENCES INTERNES DE L'UNION	53
A – Les nouvelles compétences exclusives	54
B – Des compétences subsidiaires deviennent partagées	55

C – Les compétences d'appui, de coordination ou de complément	57
D – L'extension des compétences dans les domaines les plus « sensibles » pour les États	58
II- L'EXTENSION INDIRECTE DES COMPÉTENCES	
INTERNES DE L'UNION	63
A – L'extension des compétences de « biais » ou la double passerelle	63
B – L'extension des compétences par les objectifs transversaux de l'Union	66
C – L'attribution de la compétence de la compétence	68
III – L'ATTRIBUTION DE NOUVELLES COMPÉTENCES	
EXTERNES À L'UNION	73
A – La conclusion des traités et l'extension des compétences internationales	74
B – Une représentativité étatique sur la scène internationale ..	78
C – Le droit de faire la guerre ou le retour de la Communauté européenne de défense	79

CHAPITRE III

LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES DROITS NATIONAUX

I – LA PRIMAUTÉ DE L'ENSEMBLE DU DROIT DE L'UNION SUR L'ENSEMBLE DU DROIT NATIONAL	83
A – La jurisprudence de la Cour de Justice sur le principe de primauté	83
B – La réaction des cours constitutionnelles nationales	90
C – La réintroduction discrète de la primauté dans le Traité de Lisbonne	93
II – LES CONTREPOUVOIRS LIMITÉS DES ÉTATS MEMBRES	95
A – Les nouvelles modalités d'application du principe de subsidiarité	95
B – La résurgence de quelques « droits de veto » pour les matières sensibles en voie d'eupéanisation	100

C– Le retrait de l’Union européenne	101
III – L’ASSUJETTISSEMENT DES ÉTATS AUX DROITS FONDAMENTAUX DE L’UNION	101
A – La Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne « adaptée »	101
B – Le refus de tout contrôle extérieur du respect des droits de l’homme par l’Union européenne	110
CONCLUSION	115

ANNEXES ET BIBLIOGRAPHIE

Annexe I – Nouvelles compétences expressément transférées à l’Union Européenne	121
Annexe II – Compétences existantes désormais décidées à la majorité qualifiée	122
Annexe III – Nouvelles bases juridiques des compétences de l’Union passant directement à la majorité qualifiée	123
Annexe IV Clauses passerelles : matières dans lesquelles l’Union Européenne pourra s’autosaisir de nouvelles compétences sans révision des traités	124
Annexe V – Les extensions des pouvoirs du Parlement européen	126
Annexe VI – Contenu des compétences du gouvernement français par portefeuille ministériel (juin 2007) et compétences de l’Union	128
Annexe VII – Calcul de la majorité qualifiée jusqu’au 31 octobre 2014	134
Annexe VIII – Composition du Parlement Européen	136
Annexe IX – Charte des droits fondamentaux de l’Union Européenne	137
Bibliographie	151
TABLES DES MATIÈRES	153